

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les avancées du G20 de Saint-Petersbourg et sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, à Saint-Petersbourg le 6 septembre 2013.

Mesdames et Messieurs,

Lordre du jour de ce sommet du G20, à Saint-Pétersbourg, portait sur léconomie mondiale, les régulations quil convenait dintroduire ou de renforcer et les objectifs que les vingt pays supposés représenter une grande part de léconomie mondiale pouvaient engager pour soutenir lactivité et la croissance. De ce point de vue, je considère que le G20 de Saint-Pétersbourg a marqué des avancées et même a été une réussite.

Il est vrai quune autre question sest invitée, légitimement dailleurs, aux travaux du G20 et notamment au dîner. Jy reviendrai puisquune grande partie de lattention que vous avez portée a été également sur les conclusions quil convenait de tirer de ces échanges.

Dabord, sur les avancées du G20 et notamment par rapport aux objectifs que la France sétait fixés depuis un an, cest-à-dire depuis le sommet de Los Cabos.

Nous sommes dabord dans une situation économique différente de lannée dernière. À Los Cabos, cétaient essentiellement la récession, la situation de la zone euro, la crainte même de son éclatement qui mobilisaient lattention. Aujourdhui, à Saint-Pétersbourg, nous avons constaté quil y avait une amélioration de la situation économique, notamment dans la zone euro, un maintien dune croissance élevée dans les pays émergents avec néanmoins des fragilités et quil y avait une dynamique qui sétait créée aux États-Unis et, plus largement, en Amérique.

Il y a eu néanmoins lexamen des inquiétudes qui demeuraient les nôtres. A savoir, les comportements de la Banque centrale ou des Banques centrales, notamment américaine, avec des conséquences sur les taux dintérêt première inquiétude. Deuxième inquiétude, la volatilité des monnaies et également des prix des matières premières agricoles et de lénergie. Et, enfin, la lenteur avec laquelle encore, la croissance repart dans un certain nombre de zones, y compris la zone euro.

Pourquoi dis-je quil y a des avancées ? Parce que sur cinq points, ce quétaient les positions de la France ont été entendues.

Premier point, la croissance et lemploi. Cétaient les thèmes que nous voulions depuis longtemps introduire je ne dis pas imposer dans les débats lors des sommets. Ici, ils sont dans le plan daction de Saint-Pétersbourg : la coordination des politiques économiques pour conduire à plus de croissance, la réduction des déséquilibres globaux cest-à-dire les excédents des uns, les déficits des autres , le soutien de la demande intérieure là où il est possible et le souhait de politiques monétaires compréhensives par rapport justement à la situation de reprise, avec le souci de ne pas voir les taux dintérêt augmenter significativement. Cest le premier engagement qui a été pris ici, au G20 et avec une dimension sociale qui, là encore, était encore évanescence il y a un an et qui sest affirmée.

Quand je dis une « dimension sociale », ce ne sont pas simplement les rencontres qui avaient déjà eu lieu à Los Cabos avec les partenaires sociaux employeurs comme représentants des salariés Mais cest déjà lengagement sur des politiques, notamment les politiques de formation, de

qualification, de mobilité de la main-d'œuvre, avec une priorité : l'emploi des jeunes. Oui, l'emploi des jeunes que nous avons déjà installé lors des sommets européens, que nous avons repris comme priorité du G8. Nous la retrouvons, cette exigence, dans le G20. Donc, sur le premier objectif croissance, emploi, nous avons des résultats tangibles.

Deuxième objectif, la régulation financière. La finance, dès lors qu'elle n'est pas au service de l'économie réelle, doit être maîtrisée, combattue. Et là encore, des progrès ont été accomplis, notamment par rapport aux produits dérivés, à l'exigence de transparence et même sur ce qu'on appelle le « shadow banking » la banque de l'ombre ou fantôme, les hedge funds. Là aussi, il y a un certain nombre de mesures qui vont être engagées, par l'ensemble des pays du G20, pour que nous puissions éviter qu'il y ait des distorsions dans les systèmes financiers, à la fois pour éviter les risques qu'on appelle systémiques, mais également pour prévenir un certain nombre de concurrences déloyales à travers ces finances qui ne seraient pas officielles.

Troisième avancée, l'évasion fiscale ou la lutte contre l'évasion fiscale, la lutte contre l'optimisation fiscale. Cela, c'est un point très important qui est peut-être le plus important du G20. Ce que nous avons obtenu au G8, c'est-à-dire le principe d'échange automatique d'informations, nous le retrouvons dans le G20 et avec même un calendrier précis puisque, fin 2015, cet échange d'informations devra être la règle, la pratique de tous les pays membres. Les normes internationales pour lutter contre la fraude, là encore avec le souci de la transparence, seront également renforcées.

Nous pouvons donc considérer que ce qui était un point noir de l'activité internationale à travers les paradis fiscaux vieux thème débattu dans les instances internationales ou les comportements d'entreprises multinationales qui échappaient à l'impôt fait désormais l'objet de mesures fortes adoptées dans le cadre du G20. Finalement, des pays avec des gouvernements très différents, avec des sensibilités tout à fait distinctes, les pays du G20 ont été capables de définir des normes communes, des objectifs communs et des politiques convergentes.

Quatrième résultat, le commerce mondial. On a vu ces derniers mois, pour ne pas dire ces dernières années, une moindre dynamique avec les conséquences sur la croissance. Le commerce mondial peut être menacé par des mesures protectionnistes, par des entraves, par des décisions unilatérales alors qu'il y a eu l'échec chacun en son sens de Doha. Bref, dès lors qu'il y avait ces risques-là, à Los Cabos, nous avons demandé aux pays qui pouvaient être tentés de prendre des mesures unilatérales d'attendre 2014. Là, à Saint-Pétersbourg, c'est jusqu'en 2016 que les pays se sont engagés à ne prendre aucune mesure qui pourrait avoir un caractère protectionniste.

Dans le même temps, à l'OMC, il y aura la préparation de la rencontre de Bali et les discussions bilatérales, multilatérales chacun pense au traité de négociations commerciales avec les États-Unis et l'Europe. Tout cela continuera à pouvoir être en conformité avec les principes d'ouverture des échanges pour soutenir la croissance.

Le dernier point, dernière avancée, dernier résultat, c'est la préparation de la conférence « Climat ». Il ne s'agit pas simplement de l'acceptation par toutes les parties prenantes de ce rendez-vous et de la volonté commune de trouver un accord. Déjà, dans le plan d'action de Saint-Pétersbourg, figurent un certain nombre d'engagements des pays membres pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et de faire en sorte que nous puissions avoir une perspective de négociation réussie. Je rappelle qu'elle aura lieu à Paris en 2015 à la conférence « Climat ».

Voilà sur ce qu'était l'ordre du jour. Et de ce point de vue, le G20 est réussi.

Il se trouve qu'il y a une question qui s'est imposée : la crise en Syrie. Je dis légitimement imposée. Qu'aurait-on dit si, même dans une instance dont l'ordre du jour n'est qu'économique, financier, monétaire, les vingt pays les plus représentatifs du monde n'avaient pas voulu échanger sur les conséquences de cette crise, y compris pour la stabilité du monde, y compris pour l'économie du monde, si on ne voulait regarder que ce simple aspect ? Alors que la dimension humanitaire saute aux yeux : Cent dix mille morts, deux millions de réfugiés, autant de déplacés et des risques même pour les pays voisins (Jordanie, Liban, Turquie).

Nous avons donc eu et j'en remercie le président POUTINE, il n'y était pas obligé, cet échange qui

a duré et qui a au moins permis deux points d'accord même s'il y a des désaccords qui subsistent. Le point d'accord, c'est que tous les pays présents au G20 condamnent l'utilisation des armes chimiques. Le second point d'accord, c'est que les indices étaient concordants : il y a bien eu usage des armes chimiques en Syrie le 21 août et le rapport des inspecteurs de l'ONU est justement chargé d'en apporter confirmation. Le Secrétaire général des Nations Unies, BAN Ki-moon, qui s'est exprimé le premier lors du dîner d'hier soir, a confirmé qu'il allait demander à ses inspecteurs, autant qu'il sera possible, de publier les résultats de leurs travaux dans les meilleurs délais. Chacun a pu convenir c'était également un point d'accord que le plutôt serait le mieux. Sur quoi y a-t-il désaccord ? Je ne vous apprends rien. Sur la responsabilité de ce crime, de cette exaction qui consiste à gazer la population. Bon nombre de pays dont la France ont suffisamment d'éléments, suffisamment d'indices, suffisamment de conclusions d'un certain nombre de faits incontestables pour dire que c'est le régime qui a commis cet acte insupportable, ce massacre chimique. Je l'ai dit suffisamment tôt et tout ce que nous avons depuis va dans le même sens.

Nous ne sommes pas les seuls à le dire et certaines analyses viendront confirmer cette position, cette affirmation. D'autres pays et notamment la Fédération de Russie contestent et prétendent que rien, le président POUTINE l'a encore rappelé dans sa conférence de presse que ce serait l'opposition qui aurait gazé ses propres quartiers, sa propre population pour provoquer une intervention. Donc nous sommes, là, de ce point de vue, en désaccord.

Il y a une autre question qui a fait débat et, là aussi, c'était parfaitement légitime de savoir qui devait prononcer la condamnation, la sanction. Bien sûr que la France considère que ce sont les Nations Unies qui sont les seules instances légitimes, le Conseil de sécurité, pour prononcer les conclusions liées à une violation d'un traité international, et pas n'importe lequel, le protocole de 1925, vieux de quatre-vingt-dix ans et qui a banni les armes chimiques.

Mais il se trouve et, de ce point de vue, nous avons eu plutôt confirmation de cette attitude que le Conseil de sécurité est bloqué depuis deux ans. Alors il y a certains pays qui disent : « il faut aller encore vers le Conseil de sécurité, nous verrons bien. » Et d'autres qui disent : « posons-nous la question si le Conseil de sécurité continue de bloquer et empêche qu'il puisse y avoir la réponse adéquate, la réplique indispensable à une agression chimique. »

Voilà ce qui a été le débat. Il n'a pas pu être conclu. Chacun peut ici le comprendre. Mais moi, je veux en tirer un certain nombre d'enseignements. Premièrement, le rapport des inspecteurs, il doit être délivré le plus tôt possible et ce sera un élément d'appréciation.

Deuxième enseignement, il y a une exigence de la communauté internationale qui est de tirer les conséquences d'une violation du droit international.

Troisième enseignement, le mieux serait que le Conseil de sécurité puisse être le cadre de cette condamnation puisque la mission des inspecteurs est une mission des Nations Unies et qu'à partir de là, ce devrait être là où la conclusion se tire. Si tel est le cas, tant mieux. Si tel n'est pas le cas, une large coalition devra se former, se forme en ce moment même pour rassembler tous les pays qui n'acceptent pas qu'un pays, un régime, devrais-je dire, puisse utiliser les armes chimiques. Enfin, les Européens doivent travailler ensemble c'est ce qu'ils font en ce moment même et encore demain pour au moins se mettre d'accord sur ces principes simples : nous devons prohiber les armes chimiques, nous devons condamner ceux qui les utilisent. En Syrie, les armes chimiques ont été hélas mises en œuvre. C'est le régime qui en est responsable et nous aurons à en tirer toutes les conclusions.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je tire comme enseignement de ce G20. À tous égards, il aura été utile, très utile pour ce qui concerne l'économie, la croissance, l'emploi, la régulation, la préparation de la conférence « Climat », la lutte contre l'évasion fiscale.

Oui, cette instance qui avait été créée pendant la crise pour lutter contre la crise, c'est une instance qui, maintenant, va être au service de la croissance et de l'emploi et de tout ce qui pourra y contribuer, y compris le développement, y compris dans sa dimension climatique. Et même, le G20 aura été utile pour rassembler des pays par rapport à la situation en Syrie et la France y aura contribué, à sa place, aussi bien pour les questions économiques que pour la question syrienne. Je suis prêt à répondre à vos sollicitations.

question systématique. Je suis prêt à répondre à vos sollicitations.

QUESTION - Bonjour Monsieur le Président. Vous êtes venu ici, vous avez dit au G20 défendre la position de la France, y chercher des soutiens politiques en particulier auprès de vos partenaires européens. Alors ces soutiens, avez-vous le sentiment de les avoir obtenus, le soutien de qui ? De quelle manière, vous semble-t-il que la position de la France sur la Syrie sort renforcée de ce G20 ?

Et une question sur un tout autre sujet, si vous le permettez, celui des dernières violences à Marseille. Votre ministre de l'Intérieur annonce un « pacte national », une réunion, une table ronde avec des élus sur place. Mais vous Monsieur le Président quel message voulez-vous adresser aux Marseillais après ces violences, ce soir, que comptez-vous, que pouvez-vous faire de plus pour améliorer la situation de Marseille ?

LE PRESIDENT - Je répondrai plus tard à votre question sur Marseille. Elle viendra, vous me le rappellerez si je venais à manquer à cette promesse. Je ne veux m'intéresser pour l'instant qu'à ce qui a été dit au G20 et à ce que fait le G20.

Vous me demandez si la position de la France, pas seulement la position de la France, avait été comprise, entendue et notamment par nos amis européens ? Je rappelle que le G20 ce n'est pas une réunion européenne, c'est une réunion des pays qui représentent le monde d'aujourd'hui même si ce n'est qu'une partie même de la communauté internationale. Je pense qu'il y a une majorité de pays participants au G20 qui sont sur la position de la France et des États-Unis, c'est-à-dire le refus de l'arme chimique, sa condamnation et une riposte appropriée.

Pour ce qui concerne les Européens, proprement dit, ils auront à affirmer une position à travers les ministres des Affaires étrangères, aujourd'hui voire demain. Déjà les ministres de la Défense se sont réunis. Quant-ils dit les ministres de la Défense européens ? Qu'il y avait bien eu l'arme chimique utilisée en Syrie. Et que les indices les plus convergents allaient vers la responsabilité du régime syrien. Cela ce sont les Européens qui ont commencé à le dire et qui vont continuer à l'affirmer.

Après sur la question de l'intervention je l'ai plusieurs fois rappelé, il y a des pays qui ont une responsabilité particulière. La France en est un, d'abord parce qu'elle a les capacités militaires pour agir et ensuite parce que je me suis déjà exprimé en disant que la France n'accepterait pas que ce massacre chimique puisse rester impuni. Et donc nous allons maintenant attendre la décision du Congrès, du Sénat américain, de la Chambre des représentants, puis le rapport des inspecteurs et, au vu de ces éléments, j'aurai à prendre des décisions.

J'ai dit que j'en informerai le pays, et ce que je peux ici vous confirmer c'est que cette position est comprise notamment par nos amis européens.

QUESTION - Deux questions sur le calendrier, vous venez de dire que vous allez attendre le rapport des inspecteurs de l'ONU. Est-ce que cela signifie que vous excluez toute intervention éventuelle avant la publication de ce rapport ? Et lorsque vous évoquez la tentative de ralliement d'un soutien européen à la position politique française, est-ce que, même question, si vous ne l'obtenez pas, est-ce que vous envisagez d'intervenir quand même ?

LE PRESIDENT - Quel est le calendrier ? Le Congrès aura à se prononcer à partir du 9 septembre aux États-Unis. Pour m'être entretenu avec le président OBAMA il y a quelques minutes, il m'a plutôt été indiqué que les votes ne pouvaient avoir lieu qu'au milieu de la semaine prochaine.

Pour ce qui concerne le rapport des inspecteurs, et c'était ce que nous demandions au Secrétaire général de l'ONU et ce qu'il a bien voulu essayer de faire obtenir de la mission, c'est que le rapport serait connu. Je ne peux pas donner de date, ce n'est pas à moi de la fixer, mais assez rapidement. Et que cela peut être aussi un élément d'appréciation pour élargir la coalition qui devra se former. Après, puisque l'ONU est chargée de cette mission d'inspection, les organes auront à en être saisis. Et c'est à ce moment-là que des responsabilités devront être prises.

Les Européens, chacun a ses règles, chacun a ses traditions, chacun même a ses positions. Une fois rappelée la condamnation de l'usage des armes chimiques, l'imputabilité claire maintenant qui peut être faite au régime, et ensuite de la nécessité d'une sanction, je pense que c'est l'appui politique qu'on peut attendre de l'Europe.

Mais sur l'intervention, si elle devait avoir lieu, dans le cadre de l'ONU ou hors du cadre de l'ONU si

le Conseil de sécurité était bloqué, la France serait prête à prendre cette responsabilité. Je ne demande pas que d'autres le fassent, mais elle s'associerait à une coalition qui pourrait se former dans cette perspective.

QUESTION - Vladimir POUTINE, lors de sa conférence de presse finale vient de déclarer qu'il soutiendrait militairement, donc il continuerait à soutenir le régime en cas d'intervention militaire américaine ou française. Est-ce que ce sommet n'a finalement pas contribué à mettre Vladimir POUTINE de nouveau au-devant de la scène internationale ?

LE PRESIDENT - Nous sommes où ? A Saint-Pétersbourg. Qui est le pays qui nous invite, d'ailleurs dans des conditions tout à fait agréables ? C'est le président POUTINE. Il a présidé les débats. C'est d'ailleurs ce qui se passe pour chaque G8 ou chaque G20. Il a défendu ses positions. Je les avais déjà entendues dans les rencontres que nous avons pu avoir à Paris et à Moscou, ces derniers mois. Elles n'avaient d'ailleurs pas changé, malgré l'aggravation de la situation en Syrie. Il avait au G8, vous vous en souvenez, c'était en Irlande du Nord, dit qu'il cherchait une solution politique, ce que d'ailleurs je le rappelle nous cherchons tous la solution politique. C'est aussi un point d'accord.

Mais le jour même du G8, au moment où il se clôturait, il a annoncé qu'il allait continuer à livrer des armes au régime syrien. Et aujourd'hui pour le G20 il en fait confirmation. Donc nous savons sa position. Il a même, puisque il en a dit l'essentiel publiquement, prétendu que c'était l'opposition qui avait utilisé les armes chimiques. Ce qui d'ailleurs permet déjà d'acter que les armes chimiques ont bien été utilisées.

Lui, il pense que les armes chimiques ont été utilisées par l'opposition je ne sais comment, puisqu'elle n'en possède pas et je ne sais pas quel projectile puisqu'ils n'en disposent pas. Tout cela pour justifier l'intervention, avec des armes chimiques qui auraient gazé un quartier qui est plutôt tenu par l'opposition. C'est la position de Monsieur POUTINE. Il l'a exprimée dans ce G20.

Donc, de ce point de vue-là, les positions sont restées les mêmes. Sauf que, depuis le G8 jusqu'à aujourd'hui il s'est passé un fait qui change la nature même du conflit syrien. Il était déjà horrible, il était déjà meurtrier, il était déjà grave dans ses conséquences, mais là, le 21 août, il y a eu des armes chimiques qui ont été utilisées. Cela en change la nature et cela appelle une réaction de la communauté internationale. C'est cela qui a changé. Et d'ailleurs le G20 l'a constaté. Nous n'aurions pas parlé de la Syrie de la même manière, s'il n'y avait pas eu la découverte que les armes chimiques avaient été utilisées. Et donc chacun aura à en tirer les conclusions.

Je reviens sur la solution politique. Il y a une formule qui est utilisée, par Barack OBAMA, par les Européens, par moi-même. C'est la suivante : il n'y aura pas de solution militaire au conflit syrien. La solution, elle est politique. Mais l'action militaire peut accélérer la solution politique. C'est cela qu'il faut bien comprendre.

C'est-à-dire que si des sanctions devaient être prononcées, si une riposte proportionnée limitée, ciblée, devait être décidée, y compris par la France, cela n'aurait pas pour objet de renverser le régime, en aucune manière d'intervenir pendant des semaines et avec des troupes au sol, nous ne sommes pas du tout dans ce cas de figure. Mais cette réponse, cette réplique, cette riposte aurait pour conséquence d'aller vers la solution politique.

Ceux qui imaginent qu'on peut faire une solution politique avec un régime qui massacre, qui gase et qui entend liquider ceux qui lui font opposition, s'il pense cela, qu'il y aura une solution politique en laissant faire, cela fait maintenant près de deux ans que cela dure, et cela continuera. Mais cela ne continuera pas simplement en Syrie, cela continuera dans toute la région. Ce à quoi je me refuse.

QUESTION - Au sortir de ce G20 vous avez pu apparaître isolé selon certains observateurs. Cela va être à votre retour en France peut-être plus difficile encore de convaincre l'opinion. Envisagez-vous toujours un vote oui ou non sur cette question ? Et comment allez-vous tenter de convaincre l'opinion française sur ce sujet ?

LE PRESIDENT - Alors, d'abord, parlons des observateurs ! Les observateurs, c'est une formule pour dire ceux qui commentent l'actualité, j'imagine. Faut-il encore qu'ils regardent bien.

« Isolé » ? Je viens de prendre connaissance d'une déclaration commune en marge du G20 de

signataires qui reprennent les positions de la France, des États-Unis et d'autres sur la condamnation de l'attaque chimique, sur les preuves qui indiquent la responsabilité du gouvernement syrien dans cette attaque et sur la nécessité d'une réponse internationale à cette violation grave des règles et des valeurs universelles. Vous verrez qui sont les signataires et après, vous me parlerez de qui est isolé et de qui ne l'est pas.

Il n'en reste pas moins l'opinion. Je l'entends, je l'écoute, l'opinion. Quest-ce que elle nous dit ? Elle nous dit : « On a déjà eu l'Irak puis l'Afghanistan puis la Libye. Est-ce qu'on est sûrs qu'on ne va pas encore une fois se mettre dans une aventure qui peut durer des mois, des années ? »

Quest-ce que je réponds ? La première décision que j'ai eu à prendre comme président de la République, c'est de retirer plus vite qu'il n'avait été prévu nos forces combattantes d'Afghanistan. Cela a d'ailleurs été la première conversation que j'ai eue avec le président OBAMA pour lui faire comprendre que nous considérons que nous pouvions, sans rien modifier de nos alliances, nous retirer dès la fin de l'année 2012. Je l'ai fait.

Ensuite, dois-je rappeler que la France, sur la guerre en Irak, enfin la deuxième, avait pris la position que l'on sait et n'y était pas allée et à juste raison ? Ce qui explique que nous n'avons pas forcément, comme dans d'autres pays, à en faire l'analyse.

Enfin, sur la Libye, il y a eu une intervention. Je l'ai soutenue à l'époque. Et si il y avait eu un vote, j'aurais voté parce que je considérais qu'il y avait un danger pour la population libyenne et pour l'opposition libyenne d'être massacrées. Ensuite, j'ai pu regretter qu'il n'y ait pas eu le suivi, l'encadrement, l'accompagnement. Nous connaissons ce qui se passe aujourd'hui en Libye.

Et donc, si je suis amené à prendre une décision sur la Syrie, ce n'est pas du tout pour rentrer dans une aventure ou une procédure qui durerait avec nos forces armées engagées des semaines. C'est simplement par rapport à ce que je considère être la responsabilité de la France. Si j'étais simplement en train de regarder ce que sont les sondages, mais je n'avancerais sur aucun sujet ! Celui-là est plus grave encore que d'autres ! Mais je suis le président de la République avec les missions qui me sont conférées par nos institutions. Et ce qui doit être uniquement mon obsession, le sens de mon action, c'est : est-ce que c'est utile à la France et est-ce que c'est utile au monde ? Voilà ce qui va me déterminer.

QUESTION - Vous avez dit il y a quelques instants que vous aviez l'intention d'attendre le vote du Congrès mais aussi le rapport des inspecteurs. Alors, est-ce à dire que vous excluez formellement une intervention militaire en Syrie avant que ce rapport ne soit publié ? Et en avez-vous parlé avec celui qui est désormais votre plus proche et meilleur allié, le président américain, Barack OBAMA ?

LE PRESIDENT - Oui, je vous confirme que j'ai parlé à Barack OBAMA. En soi, ce n'est pas une information. À chaque sommet, nous nous parlons. Il se trouve que là, nous sommes dans une situation où nous avons ce n'est pas la première fois les mêmes positions.

Parce que je ne considère pas qu'être sur la même position que Barack OBAMA, ce soit un problème pour la France. Ce serait un alignement par rapport aux États-Unis ? Enfin, là aussi, j'ai montré suffisamment d'indépendance de spirit et la France suffisamment d'indépendance pour ne pas être, là-dessus, en mauvaise conscience !

En plus, Barack OBAMA est un dirigeant qui s'est fait élire dans son pays justement sur un principe qui était de ne pas aller dans des interventions qui n'auraient pas été maîtrisées. Et je rappelle qu'il s'était opposé à la guerre en Irak. Vous parlez d'une compagnie ! Je préfère celle-là à d'autres.

À partir de là, vous me demandez : « est-ce qu'on va attendre le rapport des inspecteurs ? » Oui, puisqu'il va arriver et que ce rapport des inspecteurs, même si vous savez que le mandat est limité puisque le mandat des inspecteurs, c'est de savoir s'il y a eu des armes chimiques ou il n'y a pas d'armes chimiques. Nous, nous savons déjà qu'il y a des armes chimiques mais c'est important que les inspecteurs en disent encore davantage s'ils le peuvent. Donc, oui, nous allons attendre le rapport des inspecteurs, comme nous attendons la décision du Congrès.

Parce que là aussi, il n'avait jamais été question que la France puisse faire la riposte seule. Non pas qu'elle n'aurait pas été capable militairement de le faire, mais parce que nous considérons qu'une riposte par rapport à la violation d'un droit international aussi fondamental que le

qu'une riposte par rapport à la violation d'un droit international aussi fondamental que la transgression liée à l'usage des armes chimiques appelle une coalition large.

Donc, quand Barack OBAMA a souhaité associer le Congrès à sa décision, nous avons considéré que c'est un délai que nous pouvions prendre et qui correspondait d'ailleurs à cette remise du rapport des inspecteurs. Donc, pour nous, c'était assez cohérent d'attendre et le Congrès et le rapport des inspecteurs.

Après, une fois que j'aurai tous ces éléments-là, je m'adresserai à la Nation pour faire connaître mes décisions.

QUESTION - Est-ce que votre expérience militaire au Mali vous conforte dans l'idée que l'on peut être en première ligne seul ou presque seul et avoir raison quand même ?

LE PRESIDENT - Lorsque j'ai effectivement dans une situation différente où les terroristes avançaient sur Bamako et où il convenait d'agir très vite demandé aux forces armées d'intervenir pour empêcher cette agression et ensuite pour libérer le territoire du Mali, qu'ai-je entendu ? Les observateurs. On va rester sur les observateurs et puis d'autres aussi qui ne sont pas qu'observateurs, qui ont été acteurs dans le passé et qui prétendent l'être pour la suite ! Quest-ce que j'ai entendu ? « La France est seule, elle est isolée, elle n'a pas convoqué les Européens, elle n'a pas encore eu l'accord formel des Nations Unies. » Imaginez que j'aie pris cette précaution de dire : « Les terroristes avancent, ils sont bientôt sur Bamako mais nous allons demander une réunion du Conseil européen qui va prendre plusieurs jours, puis ensuite, une réunion du Conseil de sécurité qui va prendre plusieurs jours » Mais c'en était fini ! C'en était fini du Mali ! Enfin du Mali tel qu'il est redevenu, c'est-à-dire libre, indépendant, souverain et démocratique.

Ensuite, j'ai eu l'appui des Européens qui ont soutenu et même accompagné et même encadré et formé les troupes africaines. Et je les en remercie de leur solidarité. De la même manière, le Conseil de sécurité nous a donné mandat.

Si je reviens, dans une situation différente, sur la Syrie, la responsabilité de la France est particulière : elle a des capacités militaires que d'autres pays n'ont pas, elle a aussi une position nous sommes membre permanent du Conseil de sécurité. Combien d'Européens sont membres permanents du Conseil de sécurité ?

A partir de là, j'essaie de faire que les Européens se retrouvent, au moins sur la position politique, et puissent ensuite comprendre ce que nous aurons à faire. J'essaie de travailler le plus étroitement possible avec tous les Européens et dans le cadre autant qu'il est possible de l'ONU en sachant que pour l'ONU, il y a blocage.

QUESTION - Le président OBAMA, il y a quelques minutes dans sa conférence de presse, a expliqué qu'il était un peu plus difficile que prévu, semble-t-il, de réunir une majorité au Congrès. J'imagine que vous avez eu cette discussion. En cas de vote « non » au Congrès américain, que feront la France et les États-Unis ? Est-ce que vous lancerez quand même des représailles militaires sur la Syrie ?

LE PRESIDENT - Je ne peux pas répondre à la place du président OBAMA. Que ferait-il dans ce cas de figure ? J'imagine qu'il respecterait le vote du Congrès, sauf circonstance exceptionnelle. Mais, vraiment, je n'ai pas à m'exprimer et donc je me refuse à le faire.

Quest-ce que ferait la France ? Je l'ai déjà dit. Elle ne pourrait pas avoir cette large coalition et elle aurait nécessairement à prendre une autre décision. Cette décision serait d'amplifier le soutien que nous avons à prodiguer à la Coalition nationale syrienne, c'est-à-dire de lui donner tous les moyens de pouvoir faire cette pression militaire et permettre la solution politique. Donc nous ne serions pas dépourvus. Si nous ne pouvions pas réagir à l'agression chimique, cela aurait au-delà de savoir ce que ferait la France des conséquences que vous devez avoir à l'esprit.

Cela voudrait dire qu'un dictateur qui utilise l'arme chimique, qui massacre près de mille cinq cents personnes dont beaucoup d'enfants n'aurait aucune sanction de son acte. Cela voudrait dire, en Syrie ou ailleurs, que d'autres dictateurs pourraient le faire en toute impunité. Cela voudrait dire qu'il n'y a pas de respect d'un accord international fondamental qui interdit l'usage des armes chimiques. Cela voudrait dire que la prolifération connaîtrait un développement qui menacerait notre propre sécurité. Cela voudrait dire que, d'une certaine façon, nous aurions abandonné notre

rôle à l'échelle du monde et que, loin d'avoir la paix, nous aurions toutes les conditions d'un déchaînement de bon nombre de conflits.

Ce qui se joue aujourd'hui, ce n'est pas de savoir qui va intervenir ou qui ne va pas intervenir. Je préférerais que cela se fasse de la manière la plus large dans le cadre des Nations Unies. Cela veut dire : est-ce que nous préservons la paix ou pas ? Ceux qui disent : « N'intervenez pas en Syrie parce que nous voulons la paix » et ils sont de bonne foi, en réalité, laisseront des dictateurs faire la guerre à leurs peuples.

QUESTION - Vous avez comparé tout à l'heure un petit peu avec la Libye. L'un des arguments effectivement, on va dire, des Russo-Chinois, c'est de dire : bon, et s'il y a une intervention, on va accompagner un processus politique. Qui va accompagner ce processus politique ? Comment ? Faut-il un processus comme au Kosovo, mettre sous tutelle la Syrie pendant un moment ? Bref, quel est-ce qui se passe après ?

LE PRESIDENT - Ce qui est clair, c'est que la réponse ne peut pas être simplement la riposte à la violation d'un accord international et d'une agression chimique. La réponse doit être un processus. Ce processus, c'est de mettre toutes les parties prenantes autour de la table et d'avoir une issue politique.

Là aussi, le débat n'est pas entre ceux qui veulent une solution politique et ceux qui n'en veulent pas. Le débat est entre ceux qui veulent une solution politique le plus rapidement possible ou ceux qui prétendent en vouloir et la repoussent à chaque fois. Pour avoir une solution politique rapide, il faut qu'il y ait une pression militaire sinon le régime d'ASSAD considérera

Je vous renvoie à l'interview du « Figaro ». On ne remerciera jamais assez « Le Figaro » pour son sens civique et d'avoir permis à l'opinion française d'être éclairée par l'interview de ce dictateur.

Maintenant, nous savons qu'il veut « liquider » son opposition, qu'il n'est pas dans une démarche de solution politique, dans une démarche de dérasement et de mensonge puisqu'il prétend qu'il n'a pas d'armes chimiques alors que chacun sait que les stocks y sont nombreux.

Voilà pourquoi je pense que nous devons avoir et l'expérience libyenne est de ce point de vue éclairante un processus qui soit complet, cohérent et étalé dans le temps.

QUESTION - En annonçant des semaines à l'avance à Bachar El-ASSAD qu'il risque d'être frappé, on imagine bien que le Président syrien ne reste pas là, les bras croisés, mais qu'il dissimule, qu'il disperse, qu'il cache, qu'il prend un certain nombre de mesures pour anticiper ce qui pourrait être une attaque. Est-ce qu'au fond, cette attente ne risque pas de nuire gravement à l'efficacité de cette mission ? Et est-ce qu'on ne risque pas d'arriver à un moment où ce serait trop tard d'une certaine façon ?

LE PRESIDENT - Certains pourraient dire que cela fait un an et demi qu'il dissimule, qu'il cache, qu'il s'organise. Sûrement a-t-il pris des dispositions depuis quelques jours. Nous ferions en sorte, pour la France, de ne viser que les cibles militaires pour éviter, justement, qu'il puisse laisser penser qu'il y aurait des victimes civiles.

Mais vous savez, un dictateur ne peut pas tout prévoir et la démocratie honore d'avoir des temps différents de ceux des dictateurs. Mais les démocraties ne peuvent pas parce qu'elles ont des règles, parce qu'elles ont des procédures, parce qu'elles ont des temps, parce qu'elles ont du respect, ne peuvent pas être faibles. Leur force, c'est justement le temps qui est nécessaire pour faire comprendre aux opinions publiques le sens des décisions à prendre. Et leur force, aussi, c'est de faire respecter le droit.

Et puisque je parle de démocratie, puisque je parle du droit, puisque je parle de la force, il y a la question que vous m'avez posée sur Marseille.

Le gouvernement, depuis un an, a mis des moyens supplémentaires, a décidé de mettre en place des zones de sécurité prioritaire, de lutter contre les trafics. Cela prend du temps, cela a des effets. La délinquance sur les quartiers où une zone de sécurité prioritaire a été mise en œuvre régresse et cela bouleverse un certain nombre d'équilibres ou de partages dans ces quartiers.

On voit bien qu'il y a une « guerre des gangs ». Le mot guerre n'est pas d'ailleurs, d'une certaine façon, usurpé même s'il faut toujours avoir la mesure des mots. Mais il y a des règlements de comptes qui sont effrayants.

Je pense que c'était une bonne démarche, celle du ministre de l'Intérieur, de favoriser le rassemblement, une forme de « pacte national » pour dire : « Marseille mérite mieux que cette image. » Et c'est vrai parce que Marseille a un dynamisme, parce que Marseille a un rayonnement, parce que Marseille a accueilli en grand nombre des touristes, parce que Marseille a des capacités qu'il convient de mettre davantage en valeur. C'est le sens même de la métropole qui va y être créée.

Donc c'est bien qu'il y ait ce pacte, y compris parce que nous sommes à la veille des élections municipales. Il y a des concurrences multiples, y compris à l'intérieur d'un parti, et il vaut mieux mettre toutes les personnalités pour qu'elles aillent dans le même sens.

Faut-il mettre encore plus de moyens ? Oui, et le ministre de l'Intérieur va le faire. Mais nous devons aussi penser que cette lutte va exiger de la patience parce qu'il s'agit de déradiquer des comportements qui sont installés depuis des années et je ne parle pas de décennies puisque Marseille a connu des violences pendant longtemps à travers, là aussi, un certain nombre d'épisodes. Il faudra du temps, de la patience, des moyens, mais il y aura des résultats. Nous les devons aux Marseillais.

Je pense à ceux qui sont et c'est le plus grand nombre attachés à leur ville et qui vivent douloureusement l'image qu'elle renvoie alors que tant de choses positives s'y produisent. Qu'ils sachent donc bien que la République est entièrement derrière les Marseillais pour qu'ils en terminent avec ces moments extrêmement douloureux, où chacun peut craindre pour sa propre existence dès lors que des règlements de comptes se passent en pleine rue.

Tout sera fait dans les règles, dans le respect de la loi. Tout sera fait et ce qu'il faut, c'est extirper les trafics et notamment le trafic de drogue dans ces cités. Merci.